



Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

221 | Janvier-Mars 2003

Gestion partagée et développement communautaire
en Afrique Noire

Aménagement participatif et amélioration du cadre de vie urbain à Nkolndongo (Yaoundé)

Paul Blaise Mabou



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/896>

DOI : 10.4000/com.896

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2003

Pagination : 9-38

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Paul Blaise Mabou, « Aménagement participatif et amélioration du cadre de vie urbain à Nkolndongo (Yaoundé) », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 221 | Janvier-Mars 2003, mis en ligne le 13 février 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/896> ; DOI : 10.4000/com.896

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

Aménagement participatif et amélioration du cadre de vie urbain à Nkolndongo (Yaoundé)

Paul Blaise Mabou

- 1 Face à une expansion démographique favorisée par un accroissement naturel important et par un exode rural intense¹, les services municipaux et ministériels de la ville de Yaoundé ont jusqu'ici été incapables de satisfaire la demande en marchés, écoles, logements, rues, eau potable, éclairage public, etc. Depuis une dizaine d'années, leur carence en matière de gestion des infrastructures urbaines de base a été renforcée par les effets de la crise économique et de la mise en application des plans d'ajustement structurel (PAS). Il en résulte aujourd'hui une dégradation poussée du cadre de vie et de l'environnement dans de nombreux quartiers de la capitale, dont Nkolndongo (fig. 1). Dans ce dernier, l'insalubrité, les pollutions diverses et leurs corollaires les maladies, sont le vécu quotidien des habitants. Ici comme dans de nombreux autres quartiers de la ville, les réseaux d'assainissement sont complètement hors d'usage, d'où la stagnation des eaux pluviales et pestilentielles, sans parler de la pollution fécale de la nappe phréatique par les fosses sommairement creusées.
- 2 Faute de ramassage public, des dépôts d'ordures se forment partout avec une prolifération des rats, mouches et moustiques. A ces multiples nuisances s'ajoute la pollution de l'eau et de l'air par la décomposition et l'incinération des déchets. L'éclairage public est insuffisant, voire inexistant. Les débits de boissons sont les seuls lieux de loisirs. Face à l'incapacité des services municipaux et ministériels compétents à apporter une solution idoine et durable à ces problèmes pressants, les citoyens s'efforcent, depuis une décennie, de gérer eux-mêmes leur cadre de vie à travers des associations légalisées ou non : les Comités d'Animation du Développement (CAD) ; les Comités de Développement du Quartier (CAQ) ; les Groupements d'Initiatives Communes (GIC) ; les associations des jeunes ressortissants du quartier ; les tontines, etc.

- 3 Ces organisations sociales, de leur propre chef et parfois appuyées par des Organisations Non Gouvernementales (ONG) et certaines institutions internationales (fig. 1), multiplient les initiatives pour améliorer la qualité de leur cadre de vie, sans pour autant attaquer tous les problèmes qui s'y posent. En effet, une prise de conscience de la nécessité d'organisation au niveau local par la base se fait de plus en plus jour dans la ville. Il y a dix ans, elle se manifestait déjà dans ses quartiers populaires avec une redistribution entre les résidents des responsabilités et des activités génératrices de bien-être collectif, généralement perçues comme un moyen d'intégration et d'adaptation des individus à la vie urbaine, face à la précarité de leur existence et renforcent des liens étroits avec leurs divers terroirs et culture d'origine ².
- 4 Les associations volontaires civiles réalisent ainsi de manière permanente des activités d'intérêt collectif dans de nombreux quartiers de la ville de Yaoundé, dont Nkolndongo. Leur principale finalité semble être de prendre des initiatives pour améliorer les conditions de vie dans les quartiers urbains. Dans cette étude, nous tenterons de montrer le poids grandissant des associations volontaires citoyennes dans l'aménagement local urbain participatif, en dépit de leurs lacunes et de leurs insuffisances sur le terrain
- 5 Les associations volontaires sont elles-mêmes appuyées par des « organismes liés », par exemple des ONG qui fournissent un certain encadrement à leurs actions.
- 6 Parmi les 3 009 associations consignées dans les registres de la préfecture, 1 878 ont le statut « d'association déclarée » et 1 131 celui « d'association culturelle ». A cet égard, un responsable du service d'enregistrement explique : « *Le premier groupe comprend les associations qui méritent d'être déclarées (...) Dans le second groupe, ce sont surtout des associations de jeunes généralement à caractère culturel, etc (...) Pour éviter les frustrations, nous ne leur ferons pas la porte, nous préférons les mettre à part.* » Ces informations ne permettent pas d'identifier les associations volontaires d'intérêt collectif dans les quartiers de la ville. Les objectifs qui y sont mentionnés ont un caractère trop général et l'archivage des statuts y est confus. Cette situation rend la recherche difficile, mais elle peut se poursuivre au CASS (Centre d'Animation Sanitaire et Social) de Nkolndongo où le travail semble mieux organisé.
- 7 Le CASS est une structure du Centre d'Orientation Educative (COE), une ONG italienne basée à Barzio, installée à Nkolndongo depuis 1982. Le CASS est une ONG d'appui au développement en contact avec les associations volontaires civiles dans l'arrondissement de Yaoundé IV, dont celles de Nkolndongo. Jusqu'en janvier 1999, le CASS avait recensé 81 associations plus ou moins actives dans les tâches de développement : d'une part, les 81 associations de Yaoundé IV, dont 30 pour le quartier Nkolndongo, présumées servir l'intérêt collectif, et d'autre part respectivement 48 et 23 qui oeuvrent effectivement. Les 81 associations recensées totalisent un effectif approximatif de 2 015 membres inscrits, dont 811 appartiennent aux 48 associations d'intérêt collectif, soit 40,25 % du total des associés. Notons déjà qu'en ce qui concerne la représentation féminine, aucune association ne compte plus de 20 filles. Beaucoup n'en comptent pas une seule : c'est le cas de 12 associations sur les 48 recensées.
- 8 Par ailleurs, d'une enquête par questionnaire auprès d'un échantillon de 10 associations actives du quartier Nkolndongo, il ressort qu'environ les trois quarts au moins des membres inscrits dans les associations participent régulièrement aux activités. Voici quelques chiffres sans doute assez approximatifs : sur les 463 membres inscrits dans dix associations, 216 seulement participent plus ou moins régulièrement aux réunions, soit

46,6 % de l'échantillon, contre 175 aux travaux d'intérêt collectif, soit 37,40 % de l'échantillon.

- 9 Un examen des objectifs poursuivis par les associations aide à voir si leur contenu influencerait la participation des populations à l'amélioration du cadre de vie (tabl. I).
- 10 Ces associations expriment leurs objectifs à travers leurs devises dont l'essentiel du contenu tourne autour de la solidarité, l'union, la fraternité, l'amitié, le progrès, le développement. D'une manière ou d'une autre, ces devises traduisent les aspirations des populations à un mieux-être. Quelles sont donc ces activités et les réalisations effectuées ?
- 11 En matière d'activités d'intérêt collectif, les associations volontaires civiles ont de multiples objectifs :
 - l'aménagement des points d'eau (puits, sources) et de leur entretien ;
 - l'enlèvement des ordures ménagères ;
 - le désherbage des abords des voies publiques et des bas-fonds ;
 - le balayage et le remblayage de la voirie ;
 - le curage des caniveaux ;
 - l'aménagement des espaces verts ;
 - la « désinsectisation » des cadres de vie et l'installation des lampadaires dans le quartier ;
 - le débouchage du pont d'Etam-Bafia sur le ruisseau Aké reliant le quartier Nkolndongo à Kondengui ;
 - le drainage des marécages de la vallée du ruisseau Aké en vue de la construction de la case sociale et d'un terrain de sport ;
 - la création d'une plantation maraîchère et d'un étang piscicole dans la vallée du ruisseau Aké
- 12 Parmi les activités génératrices de revenus se trouvent les champs communautaires (activités agricoles dans la vallée), la construction de bornes-fontaines payantes, etc.) Les activités culturelles et sportives comprennent quant à elles les conférences-débats, les tables rondes, les soirées récréatives, théâtrales ou dansantes, les tournois de sport, les voyages d'étude, etc. (fig. 2)
- 13 Bien souvent, pour concrétiser leurs aspirations profondes, les associations volontaires d'intérêt collectif ont recours aux organismes liés, dont les ONG d'appui, celles de financement, etc.
- 14 Ils sont au nombre de trois : le CASS de Nkolndongo, le FADY IV, et le GRET / AFVP. L'activité du CASS de Nkolndongo se déploie dans deux secteurs : le secteur sanitaire (dispensaire, maternité avec une prévention maternelle et infantile (PMI)) et le secteur social pour l'animation féminine et familiale, l'animation et la formation des enfants, jeunes et adultes et enfin l'animation au développement. Ce dernier volet de son activité sociale met le CASS en contact avec les associations volontaires dans les quartiers de Yaoundé IV dont Nkolndongo. De cette collaboration est né le Forum des associations de développement de Yaoundé IV (FADY IV).
- 15 Les préoccupations du FADY IV s'orientent dans deux directions : d'une part la concertation des responsables d'associations de Yaoundé IV pour les activités intéressant tous les jeunes de l'arrondissement ; d'autre part la concertation avec les responsables des administrations publiques ou privées (ONG) pour la réalisation des projets de développement dans les quartiers de Yaoundé IV. L'activité du FADY IV semble cependant reposer davantage sur un noyau d'environ quatre personnes au vu de leur rapport d'activités.

- 16 Pour ces besoins d'animation, le CASS a rassemblé une somme importante d'informations générales sur les associations de Yaoundé IV dont celles de Nkolndongo (date de créations, objectifs, activités, réalisations, projets, difficultés, configurations etc). Des enquêtes de terrain permettent de les compléter.
- 17 D'après les informations obtenues auprès de ses animateurs, le CASS à travers ces activités d'animation au développement cherche à favoriser l'amélioration des conditions de vie des populations ; aider celles-ci à mieux déterminer et exprimer leurs besoins auprès des autorités publiques ; faciliter la prise en charge par les groupements locaux des aspects techniques des projets mis en œuvre ; associer les représentants des populations aux projets et aux prises des décisions ; aider à l'auto-emploi, etc. En somme, le CASS voudrait aider les populations dans la recherche de solutions adéquates et durables à leurs problèmes dans leur cadre de vie. Le CASS se classe ainsi parmi les ONG d'appui au développement, souvent les plus présentes sur le terrain et donc plus en contact avec les populations. Entre celles-ci et les ONG de financement et d'appui technique (le GRET / AFVP, Global Village, ENTRAS, etc.) les ONG d'appui jouent aussi le rôle de courroies de transmission. Le groupement AFVP / GRET (Association des Volontaires Français pour le Progrès et le Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques) a la mission de coordinateur (international) du programme du développement local urbain participatif, ce qui lui confère différentes tâches :
- proposer des éléments méthodologiques, issus d'autres programmes de recherche-action analogues et menés dans d'autres pays d'Afrique, afin d'alimenter la réflexion et d'enrichir la progression du travail du projet ;
 - diffuser les résultats acquis dans le cadre du programme auprès des acteurs concernés par ce type de démarches innovantes ;
 - assurer le secrétariat du comité de suivi ;
 - coordonner la mise en œuvre des différentes actions de terrain, ainsi que les orientations recommandées par le comité de suivi ;
 - assurer la gestion du programme.
- 18 Aussi, ces ONG jouent-elles un rôle important dans les réalisations des projets d'intérêt collectif dans les quartiers de la capitale. L'étude des activités et des réalisations nous fournit une meilleure preuve de l'efficacité des interventions ou « ripostes » (J. M. Ela, 1994) locales des associations d'intérêt collectif à la crise de gestion du cadre de vie urbain à Yaoundé³.
- 19 Selon le degré d'intervention extérieure dans un groupe, M. Maldague (1989, p. 111-116), reprenant un classement de A. Meister, a distingué quatre types de participation sociale qui ont pu être identifiés à Nkolndongo : la participation provoquée, la participation volontaire, la participation spontanée et la participation de fait.
- 20 En 1991, le GRET et l'AFVP engageaient avec l'appui du Ministère français de la Coopération et du Développement, un programme de développement local à la base, qui reposaient notamment sur un travail d'animation dans les quartiers. A travers différentes rencontres menées dans la Commune de Yaoundé IV, un consensus s'est dégagé pour désigner l'eau comme un problème majeur des populations (sans exclure les autres problèmes du cadre de vie).
- 21 En accord avec le Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat (MINUH) et le Ministère de l'Administration Territoriale (MINAT), le quartier Nkolndongo, désigné "laboratoire urbain d'expérimentation" du développement local par la base, a été choisi comme étant

représentatif des quartiers populaires de Yaoundé. En outre, il rassemble plusieurs groupes ethniques aux cultures différentes. Très vite, pour animer le projet, un groupe opérationnel s'est constitué comprenant un représentant des opérateurs extérieurs - GRET et AFVP, la Mairie de Yaoundé IV, et deux organisations non gouvernementales : le GOD-Cameroun (Groupe organisé pour le Développement au Cameroun) et le CASS, toutes deux implantées à Nkolndongo.

- 22 Au départ, les résidents mobilisés par le CASS et le GOD-Cameroun ont engagé le projet par la construction d'une passerelle en planches sur le ruisseau Aké, reliant le quartier Nkolndongo à Kondengui (fig. 2). Cette action symbolique était d'un intérêt immédiat pour les riverains, puisqu'elle leur épargnait une heure de marche et créait un lieu de passage, qui a permis ensuite de réaliser deux autres micro-projets à proximité : l'aménagement d'une source et la construction d'une borne-fontaine.
- 23 Ces réalisations d'une portée limitée, mais effectuées dès le début du programme, ont eu pour principal avantage d'établir la crédibilité du projet et de ses partenaires auprès des populations. Toutefois, les délais trop longs entre les études préalables et la concrétisation d'un projet démobilisent les habitants. Dans le même temps ont été réalisées des enquêtes approfondies sur l'approvisionnement en eau à Yaoundé qui serviront de base aux actions futures.
- 24 Ces premiers aménagements, très peu coûteux, se sont révélés fondamentaux pour la suite du programme de développement local urbain participatif. Ils ont permis :
 - de faire émerger les porteurs de projet et de familiariser les relations entre les divers partenaires ;
 - d'élaborer une méthodologie de sensibilisation de la population basée sur les liens entre l'eau et la santé, sur la distinction entre l'eau sale et l'eau potable ;
 - d'expérimenter un nouveau mode de gestion des bornes-fontaines associant la population et reposant sur le principe du paiement de l'eau potable.
- 25 Par la suite, la dynamique enclenchée, notamment grâce au travail d'animation du CASS, a conduit les résidents à créer une association de développement de la Vallée 8/A de Nkolndongo (ADV8/A), en tenant compte de l'âge, du sexe, de l'activité professionnelle et sans distinction d'ethnie, de religion ou d'appartenance politique. Les jeunes sont les éléments les plus actifs dans le quartier et les plus intéressés aux actions d'amélioration du cadre de vie.
- 26 La Vallée 8 de Nkolndongo était un grand marécage où l'absence de voirie obligeait parfois les populations à de longs détours pour accéder au quartier voisin. Cette vallée était couverte de ronces, de joncs, de macabos sauvages, etc. L'exutoire de la vallée était obstrué par des dépôts de ferrailles et des carcasses de voiture. Le niveau de l'eau atteignait des constructions, bloquant la squattérisation totale de la zone et la spéculation foncière.
- 27 La Vallée 8 n'offrait aucune possibilité de passage entre Nkolndongo et Kondengui, le quartier voisin, jusqu'à ce qu'une passerelle soit construite par les jeunes de Nkolndongo, appuyés par l'AFVP-GRET dans le cadre du développement local urbain en 1993. La construction de cette passerelle permet journallement le passage d'environ 3 000 personnes.
- 28 De son côté, le CASS a poursuivi son travail d'animation dans les quartiers, notamment par la sensibilisation et la formation des jeunes. Un voyage d'étude a été organisé à Douala en 1993 auprès de GASCO, une association particulièrement dynamique qui travaille à la

restructuration foncière du quartier Nylon à Douala. De nombreux échanges ont résulté de cette visite : pratiques, idées et possibilités d'actions concrètes par des techniques de drainage.

- 29 Peu après leur voyage à Douala, les jeunes de l'ADV8 ont entrepris spontanément de drainer les marécages de la Vallée 8. Le dégagement et l'approfondissement du lit du cours d'eau Aké en aval ont permis d'assécher un espace d'environ 10 hectares. Le tracé d'une canalisation au milieu du marécage a amélioré l'assainissement.
- 30 Des habitants de Nkolndongo regroupés au sein de l'ADV8/A et certains jeunes de l'arrondissement de Yaoundé IV, rassemblés au sein du Forum des Associations de Yaoundé IV (FADY IV) créé en 1994, ont décidé d'aménager les zones marécageuses ainsi dégagées. Pour les habitants et notamment les jeunes, l'enjeu a été de récupérer à leur profit la surface libérée, avant qu'elle ne soit occupée par de nouveaux squatters.
- 31 Pour la Communauté Urbaine de Yaoundé, cette initiative a été l'occasion d'amorcer un programme global d'aménagement des bas-fonds marécageux devant permettre de valoriser ces espaces sous-utilisés, dans ce contexte de grande pression foncière.
- 32 Face au sous-équipement de Nkolndongo en infrastructures sportives et de loisirs, les jeunes de l'ADV8/A décidèrent en 1994 d'aménager un terrain de sport dans le secteur marécageux, car le plus proche, le "stade malien" était situé à 3 kilomètres et occupé en quasi-permanence par des équipes de football, des élèves, etc. Bien plus, celui-ci a une surface burinée, érodée et souvent boueuse avec des flaques d'eau, ou poussiéreuse. En réalité, le quartier Nkolndongo ne disposait pas d'espaces publics pour implanter des équipements collectifs et ses seuls lieux de rencontres étaient les chapelles et les maisons des partis politiques. Il fallait donc y construire une case sociale répondant à un besoin fort et donnant une attache concrète à la dynamique associative qui s'était développée.
- 33 Mais la mise en place de ces équipements dépassait les moyens techniques et financiers des associations locales. L'AFVP, qui travaille au Cameroun depuis 1963, et le GRET les ont aidés à mettre au point un plan de financement équilibré en tenant compte de leurs investissements en temps, en argent, et à planifier les travaux. Les études techniques préalables (levés topographiques, études piézométriques, etc.) furent confiées à l'Ecole Nationale Supérieure Polytechnique de Yaoundé. Les plans d'aménagement ont été élaborés en étroite concertation avec la population.
- 34 Face aux risques d'occupation incontrôlée de la zone dégagée, il était nécessaire d'agir vite pour éviter les dérapages et orienter l'aménagement de l'espace de façon globale. La case sociale et le terrain de sport ont été réalisés en 1995 et à un coût global d'au moins 50 millions de F. CFA (CASS, 1998). Le terrain de football respecte les dimensions des normes internationales (110 m sur 70 m). Quant à la case sociale (17 m sur 13 m), elle est construite en parpaings recouverts d'un crépi de ciment mélangé à du sable. Elle a de larges ouvertures, avec un plafond en bois et une toiture en tôles. Elle est équipée d'électricité et d'un puits pour les travaux de nettoyage. Elle dispose d'une dépendance de 4 pièces pour l'hébergement des étrangers lors des activités culturelles.
- 35 Il était également envisagé par les jeunes de valoriser le reste de la Vallée 8 par des activités de maraîchage et l'installation d'un étang piscicole. Un animateur du CASS les a aidés à créer un GIC (Groupement d'Initiatives Communes), afin qu'ils s'organisent et commencent les activités. Malheureusement, à cause de divergences entre les membres, ce projet n'a fonctionné que pendant six mois en 1996.

- 36 Pendant la valorisation agricole des bas-fonds de la vallée de Nkolndongo par les associations, le CASS avait aidé les jeunes à composter les ordures ménagères qui encombraient les voies publiques et les espaces vacants faute de ramassage collectif, pour les utiliser comme engrais. Toutefois, le dynamisme bien réel des jeunes dans les associations a besoin d'être encouragé et structuré pour déboucher sur d'autres initiatives concrètes.
- 37 Il faut relever que l'aménagement de ce bas-fond a une valeur plus que symbolique. Il est le fruit d'une initiative des jeunes, eux-mêmes regroupés au sein d'associations des quartiers. Un cofinancement très faible a permis de donner de l'envergure aux travaux des associations. Cet aménagement, visible des autres quartiers, a enclenché une nouvelle série d'initiatives. En outre, l'Ecole Nationale Supérieure Polytechnique de Yaoundé s'est basée sur cette expérience pour dresser les termes de référence d'une étude globale sur la valorisation des bas-fonds de Yaoundé. Cette initiative a créé un précédent sur lequel la Communauté Urbaine de Yaoundé compte s'appuyer pour aménager les bas-fonds marécageux de la capitale sans porter atteinte à l'environnement.
- 38 S'approvisionner en eau potable au quartier Nkolndongo est une véritable gageure : seulement 40 % des ménages disposent d'un branchement sur le réseau de la SNEC (Société Nationale des Eaux du Cameroun), 10,7 % s'approvisionnent en eau au robinet du voisin et 12, 91 % à la borne-fontaine payante. Le temps moyen pour aller chercher de l'eau est d'environ 30 minutes. A la qualité douteuse de l'eau (chargée de particules solides) livrée aux consommateurs par la SNEC, viennent s'ajouter les multiples coupures intempestives durant parfois des mois à Yaoundé (juin – septembre 1999, par exemple) et qui contraignent toutes les couches sociales à utiliser des eaux polluées, sources de maladies. En effet, les maladies hydriques absorbent près de 30 % des revenus mensuels des ménages à Nkolndongo. Près de la moitié d'entre eux s'approvisionnent en eau aux puits traditionnels, aux sources aménagées ou non aménagées, aux marigots ou à l'eau de pluie, d'où l'intérêt accordé par les associations des résidents de Nkolndongo à l'aménagement des multiples sources de leur quartier.
- 39 La Vallée 8 de Nkolndongo a bénéficié de l'aménagement de 8 sources dont les mieux équipées disposent d'au moins deux lavoirs pour la lessive, d'escaliers bétonnés munis de rampes reliant les abords aménagés de la source à la voie principale, de séchoirs pour les vêtements, d'espaces verts pour l'agrément, et parfois de douches (4 pièces). Le tableau III résume la volonté constante des populations de Nkolndongo de participer à l'amélioration de leurs conditions collectives d'existence dans leur cadre de vie grâce à la dynamique associative. En outre, deux bornes-fontaines payantes ont été réalisées par les associations.
- 40 Ce tableau reflète une phase importante du phénomène associatif volontaire à Nkolndongo. En juin 1995, pour intégrer toutes les couches de la population dans la dynamique associative dont les jeunes détenaient jusque-là l'essentiel, il a été mis sur pied et par élection des comités d'animation et de développement (CAD) pour chaque quartier de Yaoundé, dans le cadre du programme FOURMI (Fonds aux Organisations Urbaines et aux Micro-Initiatives) soutenu par l'Union Européenne.
- 41 Il s'agit de groupes formels, mixtes, qui se présentent en entités relativement structurées, traduisant chez elles un souci manifeste d'efficacité, de représentativité et d'organisation : adoption d'un statut et d'un règlement intérieur, mise en place d'une équipe de direction hiérarchisée, définition de pôles de responsabilités individuelles et

collectives, définition des relations extérieures avec les autorités publiques ou privées etc. Le CAD du quartier Nkolndongo est une fédération de 8 petits CAD répartis dans les différents blocs du quartier (Nkolndongo Vallée 8/A, Nkolndongo Vallée 8/B, Nkolndongo 9, 10, 11, 12) et ceux des blocs des quartiers et sous-quartiers voisins, à savoir Kondengui, Etam-Bafia qui sont également parties prenantes et bénéficiaires des micro-réalisations dans la Vallée 8 de Nkolndongo.

- 42 En marge du Comité Directeur de Gestion (CDG) comprenant un président, un secrétaire-trésorier et un commissaire aux comptes, le CAD a l'avantage de disposer de deux représentants des jeunes, de deux représentantes des femmes, d'un représentant des enfants, de membres d'honneur (personnes aisées du quartier), des conseillers municipaux résidents du quartier et des 8 vices-présidents représentant les « sous-CAD » des blocs de quartiers (fig. 2). Toutefois, cette structure bien représentative de toutes les couches sociales du quartier n'est que théorique et apparente. Certains membres du bureau du CAD ne viennent jamais aux réunions après leur élection, et encore moins participent-ils aux travaux communautaires.
- 43 En matière de voies de circulation, le quartier Nkolndongo n'a que trois artères dignes de ce nom qui constituent la voirie primaire. Seules 5 des voies secondaires sont bitumées et de praticabilité permanente. Le reste de la voirie est fait de rues en terre étroites et tortueuses, fortement dégradées, jamais entretenues par les pouvoirs publics depuis environ une quinzaine d'années, du fait de la crise économique aiguë. Les pistes constituent l'essentiel de la voirie de ce quartier pauvre et populaire.
- 44 C'est grâce à l'approche intégrant toutes les couches de la population que l'aménagement local urbain par la base va connaître une vitalité remarquable : ainsi la dynamique associative enclenchée au quartier Nkolndongo va-t-elle également toucher l'aménagement de la voirie. Les habitants de ce quartier, au travers de leur Comité d'animation et du développement (CAD), ont signé avec l'Union Européenne, dans le cadre du programme FOURMI, la convention de financement de la voie qui dessert la maternité, l'unité de protection maternelle et infantile (PMI), le dispensaire de Nkolndongo, et relie le "Joie-bar d'Anguissa" au collège Le Sillon.
- 45 Le projet consistait à exécuter des ouvrages d'assainissement pluvial (dalots, caniveaux, buses etc.), à reprofiler et à compacter la chaussée améliorée d'une couche de latérite pour limiter la formation de boue et faciliter la circulation. Cette voie est très importante pour les habitants : elle est l'unique accès à la maternité du quartier, où en raison de son état dégradé, on avait de la peine à conduire les femmes enceintes et les malades. De plus, elle est l'unique voie qui relie Nkolndongo-Anguissa au quartier Kondengui.
- 46 Le coût total des travaux était de 4 960 000 F. CFA. Les habitants du quartier devaient supporter 25% du coût total du projet, soit 1 240 000 F. CFA (CASS, 1998). Les résidents du quartier Nkolndongo disposaient de trois mois, soit jusqu'au 21 janvier 1998 pour honorer la moitié de leur contribution. Dans le cas contraire, l'Union Européenne devait se retirer du financement de ce projet. Conscients de l'enjeu, les résidents du quartier, sous la conduite de la division de l'animation au développement du CASS et au terme de plusieurs réunions, ont pris des résolutions dont la plus importante est la suivante : le taux minimum de contribution pour chaque habitant était fixé à 5 500 F. CFA.
- 47 Bien que l'initiative soit venue du CAD et surtout des jeunes regroupés en associations, il s'agissait de participation provoquée, car au sujet de la case sociale et du terrain de sport déjà réalisés, le rapport d'activité du CASS du 30 mars 1995 mentionnait à propos du

quartier Nkolndongo : « Nous avons intensifié les réunions de sensibilisation auprès des populations ; l'objectif de ces différentes rencontres était de mieux expliquer le projet et surtout ce qu'on attendait des populations pour la bonne marche du projet » Le résultat semble avoir été positif, car au lancement des travaux « on a noté une grande mobilisation des populations de la vallée 8 : les jeunes ont rivalisé d'adresse pour apporter leur contribution à la réussite de ce projet. Le pourcentage d'adhésion à l'ADV8 a pratiquement triplé [...] plus de 120 personnes, [...] se sont retrouvées au chantier ». Ainsi, ce rapport témoigne de la grande influence du CASS pour mobiliser au mieux des ressources inemployées des habitants de Nkolndongo en temps, en énergie et en argent, pour des réalisations d'intérêt collectif, tout en cherchant des voies et moyens d'une complémentarité avec les autres acteurs de la gestion urbaine. C'est ce que R. Lemarchand (1994) appelle "mobilisation de solidarités horizontales" ou encore "tentatives de ressourcement par la base" de la société civile pour participer aux affaires de l'Etat et pour la prise en charge des services qui ressortent du domaine statutaire et institutionnel de l'Etat.

- 48 Au total, ces diverses réalisations prouvent que la participation provoquée ne peut être tenue pour insignifiante à Nkolndongo. Non volontaire, mais suscitée par des animateurs extérieurs, elle a pour but le changement social par l'adoption de comportements jugés souhaitables. C'est souvent le cas avec la réalisation des projets de développement communautaire à la carte. La participation provoquée suppose que les normes sont imposées de l'extérieur à la collectivité ou au groupe concerné. Cependant, la participation provoquée n'empêche pas certaines associations du quartier Nkolndongo d'intervenir volontairement pour l'amélioration de leur cadre de vie.
- 49 Les préoccupations des associations s'orientent dans deux directions : d'une part les "travaux d'investissement humain", c'est-à-dire des travaux manuels au profit d'une institution ou de personnes ; d'autre part, la recherche de partenaires en vue de la réalisation de leurs projets. Ce dernier point constitue également l'essentiel des assemblées générales, lieu d'évaluation du comité directeur. Dans six associations, les assemblées générales se tiennent en principe une fois par trimestre, et dans quatre elles ont lieu une fois par mois, ce qui laisse une marge de responsabilité assez grande au comité directeur. D'autre part, il y a aussi les activités ludiques.
- 50 Les procès verbaux de ces comités laissent apparaître que leurs membres réfléchissent fréquemment aux projets de sensibilisation, d'animation ou d'actions concrètes à initier dans le quartier. Leurs préoccupations vont dans le sens de l'intérêt collectif. Peut-être sont-ils des catalyseurs de l'activité d'intérêt collectif au sein de leurs associations respectives ? En effet, certaines initiatives et réalisations concrètes faites par les associations sans aucun appui extérieur (ONG par exemple) permettent de saisir leur dynamisme. Avec la crise économique, le lourd fardeau de la dette et le manque de liquidité, l'Etat camerounais et les municipalités se sont vus privés des moyens nécessaires aux travaux d'entretien des voiries urbaines depuis une quinzaine d'années. A Yaoundé, les rues sont si dégradées que certains quartiers de la ville, tel Nkolndongo, peuvent désormais être considérés comme enclavés.
- 51 Les ressources humaines ne cessent d'augmenter et peuvent constituer une solution alternative aux impérities des pouvoirs publics. Ainsi, dans les quartiers de Yaoundé, les jeunes à travers leurs associations, ont toujours fait preuve de leur ferme volonté d'effectuer des opérations d'entretien de la voirie qu'ils mènent souvent de façon spontanée. Ces opérations, appelées "motivations", consistent à s'organiser en groupes équipés de brouettes, pioches et pelles pour ramasser et transporter la terre et les pierres

pour combler les nids de poule qui parsèment la chaussée, et à canaliser le ruissellement tout en sollicitant de la part des automobilistes une contribution en argent ou "motivation" comme contrepartie du travail ainsi accompli. Il est un préalable rarement oublié avant d'entamer le travail, c'est celui consistant à « pré-signaliser » l'intervention à l'aide d'un panneau sur lequel est inscrit "motivation". Ces jeunes ont intuitivement perçu l'impact positif de leur action sur la durée de vie des véhicules.

- 52 Forts de ces expériences, les jeunes de Nkolndongo-Anguissa, à l'est du quartier, regroupés dans l'AJEUDA (Association des Jeunes Dynamiques de Nkolndongo-Anguissa) vont davantage confirmer leur dynamisme en prenant d'autres initiatives : désormais, ils vont intégrer les ouvrages d'assainissement à l'entretien des rues. Ils collectent de l'argent auprès des ménages du quartier et auprès de certains généreux donateurs pour réaliser des buses, tout en bétonnant les canalisations dans deux carrefours du quartier où les eaux stagnent ou au contraire creusent de grands ravins.
- 53 Pour limiter l'insécurité nocturne et permettre le petit commerce de nuit, ces jeunes ont également installé dans le quartier (par un branchement direct sur le réseau) des lampadaires qui n'avaient pas été prévus ou réalisés ici par la municipalité lors de sa création.
- 54 Une autre expérience originale et encourageante est fournie par les efforts des jeunes regroupés au sein de l'Association des Jeunes Dynamiques de Nkolndongo (AJEUDYN), légalisée en avril 1996. Les activités de prédilection de celle-ci concernent les travaux d'assainissement et d'entretien des espaces publics et des infrastructures communes. En effet, le peu de performance des services techniques lié au dysfonctionnement des services municipaux, s'est traduit, entre autres, par la prolifération des décharges sauvages à travers la ville, l'enherbement des sites et la dégradation généralisée des infrastructures collectives. La question des déchets s'est avérée d'autant plus préoccupante qu'elle concerne un domaine important de la santé et de l'hygiène publique relevant des activités des mairies. Cette faillite dans la gestion des ordures ménagères, suivie des problèmes généraux de la salubrité, de la qualité de l'environnement et du cadre de vie urbain, constitue un des échecs notoires des politiques de gestion urbaine poursuivies jusque-là. Les autorités municipales sont amenées à rechercher des méthodes plus efficaces d'administration, ou à rechercher les moyens de "gérer mieux et autrement". Dans cette optique, la prise en charge par les populations de certaines activités antérieurement dévolues aux services techniques municipaux apparaît comme une des options de la nouvelle doctrine. Ainsi, à Nkolndongo, certaines associations de jeunes semblent parfois trouver des réponses efficaces à la question des déchets, en l'occurrence l'AJEUDYN et la TAG-Automobile (Technique d'Avant Garde-Automobile).
- 55 L'AJEUDYN est une association de jeunes de 80 membres dont l'âge varie de 15 à 35 ans, voués aux tâches d'assainissement dans le secteur sud-ouest de Nkolndongo. Depuis l'interruption dans ce quartier du service qui en était responsable par le PSU⁴ (Programme Social d'Urgence), ces jeunes étaient devenus de "véritables soldats de la salubrité", du fait de la capacité d'endurance propre à tout esprit pionnier dont ils faisaient preuve. Le quartier ployait sous de multiples tas d'immondices puants. Pour y remédier, l'AJEUDYN avait organisé en 1997 une quête auprès des ménages du quartier et des autorités publiques de la place comme le commissaire de police de Nkolndongo. Elle avait permis d'acheter une partie du carburant pour les engins lourds du génie militaire et du PSU (un caterpillar et 6 camions bennes), négociés par ces jeunes pour rendre leur cadre de vie propre. Les associés, aidés par les résidents du quartier et munis de pelles,

râteaux, brouettes, balais, pioches, pics, etc. ont joué le rôle d'éboueurs; même les secteurs enclavés ont été nettoyés. Parallèlement, les bas-côtés des rues ont été désherbés et les nids de poule comblés.

- 56 Toujours pour maintenir en état de propreté le quartier, des plaques d'interdiction de dépôts d'ordures portant les inscriptions "aidez-nous à garder le quartier propre" ou encore "strictement interdit de jeter les ordures ici, sous peine de poursuites judiciaires", ont été implantées par les jeunes sur les anciens sites de déversement sauvage des déchets ménagers. Par ailleurs, les jeunes étaient devenus la police de la salubrité dans le quartier en créant deux comités de surveillance nocturne et diurne pour lutter contre les dépôts d'ordures. Cette situation était d'autant plus grave que ce quartier, de 348,3 ha et d'une population estimée en 1999 à 30 100 habitants, n'avait que deux bacs à ordures.
- 57 Le volet de la récupération des déchets n'était pas en reste. Les pneumatiques usagés des voitures ont été transformés en pots de fleurs vendus aux ménages. L'argent récupéré a servi à acheter des arbustes ornementaux et des plantes à fleurs pour créer des espaces verts autour de certains bâtiments publics du quartier, tel le commissariat de police de Nkolndongo entouré actuellement de beaux acacias *floridum*. Les résidents ont d'ailleurs participé à l'achat des fleurs par des contributions variant de 5 à 5 000 F. CFA.
- 58 Toutefois, le projet de la fabrication de poubelles en demi-fûts à vendre aux ménages a échoué fin 1998 du fait d'un détournement de l'argent par certains dirigeants malhonnêtes de l'association, ce qui a beaucoup réduit le dynamisme de l'AJEUDYN.
- 59 Les activités de l'AJEUDYN, circonscrites au flanc sud-ouest du quartier Nkolndongo, ont été relayées sur l'interfluve plus tard, fin novembre 1998, par une association de douze jeunes appelée TAG-Automobile. Cette association de jeunes a été créée en novembre 1998 à l'initiative de M. B., directeur général de la "maison-vente Mercedes" sise au carrefour IPTEC à Nkolndongo. Cet homme d'affaires était préoccupé par la médiocre qualité du cadre de vie du quartier. L'activité de l'association a porté sur l'assainissement de l'axe routier principal bitumé de Nkolndongo reliant le carrefour Mvog-Mbi au carrefour Fanta Citron, à l'entrée du quartier Mvog-Ada.
- 60 Les jeunes de TAG-Automobile se sont occupés quotidiennement du balayage de la chaussée et du curage des caniveaux de la voie principale, de 5h30 à 10h du matin. Cet homme d'affaires avait mis à la disposition des jeunes désœuvrés du quartier des outils (balais, pelles, râteaux, brouettes...), des gants et des blouses qu'il renouvelait régulièrement, ainsi qu'un pick-up pour la collecte et l'évacuation des déchets. Il payait chaque journée de travail 1 500 F. CFA par personne, soit un salaire de 46 500 F. CFA par mois et par individu, et donc 558 000 F. CFA par mois pour les 12 volontaires. Galvanisés d'avoir enfin retrouvé une occupation rémunérée, ces jeunes mettaient au quotidien en état de propreté irréprochable la rue principale de Nkolndongo ; pour cela, ils ont aussi curé les caniveaux obstrués depuis longtemps par la boue, les herbes et les déchets divers. Ainsi cette rue principale leur devait de retrouver sa propreté d'autrefois grâce au balayage systématique et régulier qu'ils y pratiquaient.
- 61 Toutefois, cette expérience exemplaire de TAG-Automobile devait vite s'essouffler à cause du coût élevé des salaires, de l'entretien et du renouvellement du matériel, supportés par un seul individu, l'homme d'affaires fondateur de l'association. De telles expériences ont existé dans d'autres quartiers de Yaoundé et dans certaines villes d'Afrique ⁵.
- 62 La forme de participation sociale évoquée ci-dessus est volontaire parce qu'elle naît de l'initiative propre des participants sans recours à des animateurs extérieurs. Aussi,

l'organisation du travail et des activités relève-t-elle des seuls participants. Leur but est de satisfaire à des besoins nouveaux, de créer de nouveaux comportements et de permettre l'adaptation au changement social. Mais il s'est développé également d'autres formes de participation sociale à Nkolndongo.

- 63 La participation spontanée à l'amélioration du cadre de vie existe à Nkolndongo. Elle est volontaire, car l'initiative vient des participants. Mais il s'agit de groupes fluides, fluctuants et sans organisation préalable. Par exemple, les groupes de voisinage ou d'amis interviennent souvent spontanément pour ramasser et brûler les ordures ménagères entassées pêle-mêle qui encombrant les rues et les environs des habitations ; pour canaliser les eaux de ruissellement des chaussées et pour combler les ornières et les nids de poule qui parsèment les voies publiques.
- 64 Elle contribue également à améliorer le cadre de vie des résidents à Nkolndongo. Tirant son origine de la tradition, elle se situe dans la famille, la religion, la communauté locale, etc. Ici, les relations inter-personnelles sont chargées d'affectivité, car tout le monde se connaît et personne ne peut rester neutre. C'est la situation de fait qui est déterminante. La participation a pour but de maintenir ou de renforcer des coutumes, traditions ou manières de faire existantes. Par exemple, à l'occasion des préparatifs des événements importants à la chefferie de Nkolndongo I (lors des tournées préfectorales dans les quartiers de la ville), la famille du chef ainsi que la communauté locale assurent le nettoyage et l'embellissement de la place publique et des abords des rues. Autre exemple, à la paroisse St Charles Lwanga de Nkolndongo, CALIXO (Association Chrétienne pour le jour de fête de St Calixte) effectue des travaux à la mission et surtout sur l'itinéraire où la procession passera avec la statue de ce saint dans le quartier.
- 65 Ces réalisations, si modestes soient-elles, témoignent de la volonté de la société civile et surtout des jeunes, majoritaires, et du CAD d'améliorer et de protéger le cadre de vie urbain. Elles relèvent du service d'intérêt collectif, parce que la satisfaction qu'elles procurent ne vise pas à l'appropriation individuelle : chaque résident du quartier peut en tirer profit dans les normes prévues. Elles contribuent à améliorer la qualité de vie des résidents. Cependant, ces associations volontaires civiles ne sont pas exemptes de critiques.
- 66 Le parcours des associations d'intérêt collectif ne manque pas d'écueils : ont-elles un réel avenir ?
- 67 Le nombre des associations engagées dans des actions d'intérêt collectif est en fait très réduit dans le quartier Nkolndongo, et par rapport aux nombreux problèmes du cadre de vie qui y demeurent sans solution. Depuis 1990 ⁶ plus d'une trentaine d'associations se sont déclarées d'intérêt collectif, mais environ une dizaine satisfont aux critères de ce type d'association par des réalisations concrètes sur le terrain. De plus, c'est un petit nombre d'associés qui participent régulièrement aux activités. Celui-ci permet de mesurer le taux d'adhésion des populations aux objectifs des associations. Il est indicateur de leur désir de participer aux œuvres de développement dans leurs quartiers. A cet égard, G. Wouafeu (1994, p. 12) animateur au CASS écrit : « *Juste une poignée de la population et notamment les jeunes, est intéressée par des actions de développement* ». Il cite à l'appui l'exemple concret d'une association de Nkolndongo (CAD) : « *Malgré la composition de son comité directeur à travers lequel on entendait intéresser toutes les couches de la population - enfants, jeunes, femmes, hommes - à la gestion des problèmes du cadre de vie dans le quartier, ce comité directeur était formé de sorte qu'il soit représentatif des sexes et des tranches d'âge ; cette stratégie ne fut pas concluante* ». Deux autres animateurs du CASS ont confirmé cet intérêt

mitigé des populations pour les problèmes collectifs urbains de développement. L'un d'eux explique à ce sujet : « La population s'intéresse très peu aux associations de développement. Quand on organise des cotisations pour la réalisation d'une œuvre communautaire, c'est un petit nombre qui participe. On est même surpris de constater que ceux qui ont le plus de moyens dans le quartier sont ceux-là mêmes qui manifestent beaucoup plus d'indifférence » (G. A. Marga, 1994, p. 5). Et le second d'ajouter : "Dans les associations, le nombre des inscrits est très élevé, mais quand il faut travailler, on retrouve une petite minorité et c'est toujours les mêmes qui se sacrifient" (idem, p. 5). Aussi, les habitants pensent unanimement que la participation des populations aux activités des associations demeure en général mitigée (tableau IV). Ils soulignent toutefois des différences entre certaines catégories sociales.

- Les jeunes filles manifestent très peu d'engouement pour les activités des associations d'intérêt collectif. Elles y sont très peu représentées. Aucune des associations volontaires recensées ne compte plus de 20 filles. Certaines associations n'en comptent même pas une seule. Pour les travaux ponctuels qui appellent la participation de tous les résidents, on arrache difficilement leur collaboration.

- Les jeunes issus des familles aisées manifestent de l'enthousiasme lorsqu'il s'agit d'activités ludiques (sport, voyage, danse) ; pour le reste, ils préfèrent, mais rarement, participer financièrement. Reflètent-ils la position de leurs parents ou tuteurs ? En tout cas, parmi le petit nombre des adultes qui acceptent de soutenir les associations, ceux des couches sociales aisées n'ont pas bonne presse auprès des enquêtés : « Ils participent financièrement de temps en temps, avec dédain [...] Ils nous trouvent peut-être ennuyeux" (président du CAD de Nkolndongo, 1999)

- 68 Par ailleurs, l'attention des associations reste focalisée sur un certain type de problèmes. Il en est ainsi de l'assainissement. Cela explique peut-être la cessation des activités de nombre d'associations déçues de ne pas avoir été retenues pour la réalisation des projets PSU et FSD-CUY (programme Social d'Urgence et Fonds Spécial de Développement-Communauté Urbaine de Yaoundé), à moins que ce ne soit pour des raisons d'intérêts particuliers des membres de ces associations.
- 69 Toujours est-il que les associations ne semblent nullement ou pas suffisamment prendre en compte des problèmes aigus tels que le bruit "sauvage" dans les quartiers, l'occupation anarchique et abusive des espaces communs, etc. ; ainsi, rien n'est fait pour résoudre le problème récurrent d'évacuation des eaux usées ou celui des installations électriques rudimentaires subrepticement connectées au réseau public et souvent défectueuses, se ramifiant d'une concession à l'autre, et traînant parfois au sol avec les risques et les dangers que cela comporte (ce fut en 2002 la cause d'une électrocution mortelle pour un garçon de 14 ans dans un quartier de Yaoundé).
- 70 Peut-on dire par conséquent que l'identification des problèmes d'intérêt collectif dans le quartier soit déjà suffisante ? Il se peut que l'on ait commencé par le plus important ou le plus urgent aux yeux des associés. Peut-être que cela tient à la place prépondérante prise par les formes de participation provoquée à Nkolndongo (et à Yaoundé en général) ? En effet, bien que prises par les associés eux-mêmes, les initiatives d'action ou de création des associations sont suscitées par l'influence d'agents extérieurs. Les associés s'insèrent donc surtout dans les créneaux qui intéressent les ONG et que soutiennent les bailleurs de fonds. Comment en irait-il autrement, lorsqu'on sait que ce sont surtout des jeunes en quête d'emploi, et donc des subsistants pauvres, qui participent aux opérations emportant l'adhésion de leurs partenaires. Cependant, ces contraintes interdisent-elles d'être inventif ? Il est donc évident que les activités actuelles des associations ne couvrent

pas tout le champ des problèmes urbains d'intérêt collectif dans le quartier. N'y aurait-il pas nécessité d'élargir encore davantage ce champ pour que tous les aspects de la vie collective y soient pris en compte ?

- 71 Par ailleurs, les querelles de leadership, les manigances sur fond d'accointances ethniques, l'incapacité de la plupart des associés à assurer leurs besoins primaires, contribuent à la fragilisation des associations d'intérêt collectif, et dans le pire des cas à leur affaiblissement avec la création d'associations parallèles (par exemple, l'association pour le développement de la Vallée de Nkolndongo du fait de problèmes similaires, a éclaté en deux : l'ADV8/A et l' ADV8/B ; le CAD de Nkolndongo abritait cinq tendances). Ces problèmes internes ont souvent contribué à l'échec de certains projets initiés par les associations. Ces multiples difficultés ajoutées aux problèmes individuels (la pauvreté par exemple)⁷, entraînent souvent la fragilisation et la disparition des associations d'intérêt collectif.
- 72 En outre, les conditions générales de travail dans les associations - usure trop rapide des outils et renouvellement difficile des équipements, pénibilité du travail- sont à l'origine bien souvent de l'intervention des organisations extérieures d'appui qui fournissent soutien financier, équipements légers et parfois encadrement. Cette intervention a l'avantage d'assurer pour une grande part la survie des associations qui en bénéficient. Mais la majorité d'entre elles, du fait de leur situation de précarité sans encadrement financier, matériel et technique, disparaissent plus ou moins rapidement après leur création.
- 73 D'autre part, les projets intégrés ne permettent pas en général aux associations d'acquérir une compétence technique. Ainsi, il apparaît que même pour des réalisations simples, il est nécessaire d'avoir recours à une expertise technique de bon niveau (Jeremy Seabrook, 1996). Bien plus, dans les quartiers populaires tels que Nkolndongo, les terrains les mieux placés et les plus adéquats à la construction sont souvent occupés. Les réalisations d'intérêt collectif (case sociale, terrain de sport, etc.) conduites par les associations, doivent se contenter d'espaces résiduels marécageux où les difficultés techniques sont plus importantes et complexes. Aussi, les difficultés des associations volontaires sont-elles d'abord d'ordre technique avant d'être financier, dans la mesure où aménager un terrain marécageux précédemment inondé exige des études méticuleuses et assez délicates.
- 74 Les relations entre les municipalités et les associations d'habitants ou organismes intermédiaires sont bien souvent difficiles. Pour les résidents, les institutions publiques sont avant tout un appareil de ponction financière et de répression. Selon un habitant du quartier « *Les pratiques de corruption y sont notoires et des taxes sont souvent perçues pour des services qui ne sont pas rendus (enlèvement des ordures ménagères par exemple)* ».
- 75 Les associations, pour leur part, ont tendance à se positionner du côté des populations. Elles se targuent de leur connaissance du terrain et de leurs liens avec les habitants pour proposer des projets, des actions qui souvent mordent sur les compétences officielles des collectivités locales. Puis elles attendent de ces dernières qu'elles cautionnent leurs réalisations, voire qu'elles y participent financièrement et matériellement (20 000 F. CFA pour la construction de la case sociale, et des camions de terre pour remblayer la fondation comme convenu). Cette attitude est justifiée par l'ampleur des besoins, les demandes croissantes des habitants et l'inertie des collectivités locales. En outre, le mérite de la réalisation des projets revient généralement aux associations, et la Mairie n'en tire aucun prestige. Une autre difficulté des associations est qu'elles ont en quelque

sorte tendance à faire le travail des municipalités à leur place, mais à court terme. Elles tendent également à mettre en place des structures parallèles de gestion du cadre de vie urbain. Cette juxtaposition des instances de gestion et de décision ne va pas sans poser des problèmes à long terme, tant pour la cohérence des actions entreprises que pour leur pérennité. Cependant, malgré ces innombrables problèmes, quel est l'avenir des associations volontaires civiles ?

- 76 La majorité des enquêtés s'inquiètent devant l'éventualité du départ des responsables de leurs associations. C'est dire le poids et le rôle important de ces responsables. Ils sont garants de la stabilité et de l'efficacité de l'activité associative. En fait, l'activité associative semble dépendre largement de la capacité d'initiative des seuls responsables. L'action de la majorité d'entre eux a été déterminante pour la création de leurs associations respectives. Aujourd'hui, cette action est en phase avec l'une des principales attentes des associés quant à leur rôle : œuvrer au rayonnement de celles-ci.
- 77 En d'autres termes, ces associés pensent que la personnalité des responsables actuels, leur dynamisme et leur capacité d'entreprise conditionnent la solidarité, la stabilité et le dynamisme des associations. C'est ce que révèle l'inquiétude exprimée par 61,3% des jeunes associés et 39,3% des associés du CAD, devant l'éventualité du départ des principaux responsables de leurs associations. Ils s'apparentent donc à des chefs respectés. D'ailleurs, il semble que si les responsables actuels sont perçus comme indispensables, c'est surtout parce qu'ils jouent un rôle de leaders, c'est-à-dire de meneurs d'hommes ayant sur les autres un effet exemplaire ou d'entraînement. Ils sont à la fois responsables par leurs fonctions, et leaders par la force attractive et mobilisatrice de leur influence ou de leurs actions.
- 78 Par ailleurs, certains associés (16% de jeunes et 22,9 % des membres du CAD), pensent que l'avenir de leurs associations dépend de l'adhésion massive des populations. D'autres par contre souhaitent un partenariat digne entre les associations d'intérêt collectif et les pouvoirs publics, dont les Mairies (12,7% de jeunes et 9,8% des membres du CAD). Les associés expriment également le vœu d'un meilleur soutien financier et d'encadrement par les ONG : par exemple en leur accordant des facilités pour achever les projets présents et initier ceux du futur.
- 79 Au terme de cette étude, force est de constater que l'amélioration du cadre de vie urbain dans les quartiers de la capitale dont Nkolndongo, est actuellement assurée par une poignée d'associations d'intérêt collectif, aidées par une minorité des résidents. Ce sont surtout des jeunes issus de couches sociales démunies, dont très peu de jeunes filles. Leurs actions sont encore très limitées et ne touchent qu'un champ bien réduit des multiples problèmes du cadre de vie.
- 80 Pour être efficaces et atteindre leurs objectifs, les associations volontaires d'intérêt collectif devront bénéficier du soutien et de la participation des populations et des autres partenaires sociaux (les pouvoirs publics, les ONG d'appui technique et de financement, les Eglises, etc.). Ainsi, compte tenu de la précarité des conditions d'existence citadines liées à la dégradation de leur cadre de vie, de l'aggravation de la pauvreté, des difficultés de trésorerie des pouvoirs publics, la société civile dans toutes ses composantes devra se mobiliser et s'organiser en permanence pour essayer d'y remédier. Toutefois, il ne s'agit pas pour elle de se substituer à l'Etat, qui doit continuer à assurer ses tâches régaliennes, mais d'apporter sa juste contribution aux solutions particulières qu'imposent les problèmes de dégradation du cadre de vie dans l'espace urbain de Yaoundé en général et dans les quartiers à habitat dense et anarchique en particulier. C'est à travers le processus

en cours que progressivement, le rôle et la responsabilité de la société civile et de l'Etat se clarifieront. Mais dès maintenant, la société civile ne ménagera aucun effort pour devenir un partenariat fiable et crédible vis-à-vis de l'Etat. D'où la nécessité entre autres, d'une consolidation des associations volontaires civiles d'intérêt collectif en tant que composantes de la société civile dans les différents aspects de leur fonctionnement.

BIBLIOGRAPHIE

BILLAUDOT F. et BESSON-GUILLAUMOT M., 1972 - Environnement urbain, cadre de vie, le droit et l'administration. Editions Montchrétien, Paris, 244 p.

BOIZO ORI, 1990 - Crise, gestion municipale et participation populaire ou jeux de pouvoirs dans la ville, quel avenir ? In : Abidjan et groupement Interdisciplinaire en Sciences Sociales, Côte-d'Ivoire (GIDISC - CI) ORSTOM. Colloque international, Abidjan, 28 nov. - 2 déc., p. 32-37.

Bopda A., 1992 - Pouvoirs, territoires et citoyenneté dans l'agglomération urbaine sub-saharienne : le cas de Yaoundé au Cameroun. Yaoundé, INC, 7 p.

Bugnicourt J., 1985 - Les associations en villes africaines, Dakar, Brazzaville. L'Harmattan, Paris

France. Ministère de la Coopération, 1996 - Développement local urbain en Afrique. Edition GRET, Paris, 79 p., (collection études, travaux, histoire des projets)

Jaquemot P., 1995 - Coopérer avec de nouveaux acteurs dans les villes. Equinoxe, bulletin d'information de la Mission de la coopération et d'action culturelle au Cameroun, n° 4

Jaglin S. et Dubresson A., 1993 - Pouvoirs et cités d'Afrique noire : décentralisation en question. Karthala, Paris, 321 p.

Kengne Fodouop, 1992 - Les problèmes environnementaux dans les grandes villes camerounnaises. In : La situation de l'environnement au Cameroun. Cahiers de Fondation Friedrich Ebert, Yaoundé, n°3, p. 7-25.

Kengne Fodouop et BOPDA A., 2000 - Un demi siècle de recherche urbaine au Cameroun. Presses Universitaires de Yaoundé, 170 p. [préface par Pierre Vennetier].

Kengne Fodouop et Mougoué B., 1997 - Acteurs locaux et gestion politique de l'environnement à Yaoundé (Cameroun). In : Pratiques de gestion de l'environnement dans les pays tropicaux. Bordeaux, DYMSET-CRET, p. 529-535 (Coll. Espaces tropicaux, 15)

Kponhassia G., 1994 - Les comités de développement des quartiers (CDQ), régulateurs de la crise de participation des populations à l'action municipale, l'exemple de la Commune Abidjan d'Adjamé. In : Colloque International du 28 nov. - 03 déc. 1994 (ORSTOM et GIDIS - CI)

LEMARCHAND R., 1994 - Pouvoir local et capital social : les aléas de la décentralisation. In : US-AID / PMD - Conférence régionale sur « Construire les relations entre les populations et les institutions locales. Abidjan, 22-25 mars 1994 ».

Mabou P. B., 2001 - Détérioration du cadre de vie et réactions des associations volontaires civiles dans la zone péricentrale de la ville de Yaoundé. Le cas du quartier Nkolndongo, Yaoundé,

- Université Yaoundé I, FALSH, Département de Géographie, 211 p. (mémoire de Maîtrise de Géographie)
- MALDAGUE M., 1989 - Développement rural intégré et problèmes de gestion de l'environnement tropical. Université Laval, Québec.
- MARGA G. A., 1994 - Les rouages de l'animation au développement à Yaoundé. CASS, Yaoundé, doc. ronéo.
- Mondjanagni A. C., dir., 1984 - La participation populaire au développement en Afrique noire. Paris, Karthala, 448 p.
- Mougoué B., 1985 - La municipalité et l'occupation des sites inconstructibles à Yaoundé. Cameroon Urban review, n° 1, p. 38-40
- Ngabmen H. 1995 - Créer des emplois pour les jeunes par l'aménagement urbain. Les Cahiers d'OCISCA, n° 25, 27 p.
- PASSARIS S. et RAFFY G., 1984 - Les associations. La Découverte, Paris, 126 p. (Coll. Repères)
- Programme FOURMI, Yaoundé, 1998 - Fonds aux Organisations urbaines et aux micro-initiatives, rapport final du projet n° 206 du CS6 relatif aux travaux d'aménagement des voies d'accès à Nkolndongo, par Global Village Cameroon. 60 p.
- PNUD, Yaoundé, 2000 - Société civile et développement. Rapport sur le développement humain au Cameroun. Yaoundé, 91 p. (inéd.)
- République du Cameroun – Commission Européenne, 2000 - Mission d'opérationnalisation du programme de développement participatif urbain Fourmi II dans les villes de Douala et de Yaoundé. Cabinet Gressard, Yaoundé, 60 p.
- SEABROOK Jérémy, 1996 -
- Vennetier P., 1991. Les villes d'Afrique tropicale. Masson, Paris, 2e édition, 244 p.
- WOUAFEU G., 1994 - Etude comparée du dynamisme des populations de Yaoundé IV et Yaoundé II. Cas de Nkolndongo-vallée et de Messa-Carrière. CASS, Yaoundé, doc. ronéo.
- Youana J., 1985 - Les tontines en milieu urbain, une alternative à la banque de l'habitat. Cameroon urban review, n° 1, p. 19-21

NOTES

- 1.- Avec un taux de croissance annuel moyen de 7,3 %, Yaoundé a multiplié sa population par 16 en 37 ans. Celle-ci est passée de 57 500 habitants en 1960 à 890 112 en 1997. Elle est estimée par la Banque Mondiale à 1 576 000 habitants en 2002.
- 2.- Il s'agit d'appels à œuvrer activement à la recherche de solutions aux problèmes de la qualité de la vie dans les quartiers urbains - problèmes d'insalubrité, de bruit sauvage, d'eau potable, etc. - en vue de leur "humanisation" par l'action solidaire de tous, solidarité fondée sur l'appartenance géographique locale (un même quartier), et non sur l'origine régionale ou ethnique de chacun.
- 3.- A propos de l'étude des associations, S. Passaris écrit : « Même au niveau local, l'exhaustivité est difficile (...) ; plus l'espace de référence est vaste, plus l'identification des associations actives est difficile »
(S. Passaris et G. Raffy, 1984). Ce sont précisément des associations actives qui ont été étudiées à Nkolndongo. Leurs identification et étude sont d'autant plus difficiles que leurs rouages ne sont

souvent maîtrisés que par le noyau dirigeant (Comité directeur). Or il est difficile d'en rencontrer les membres tous à la fois.

4.- Le PSU s'inscrit dans le cadre du volet social du PAS. Il comporte 3 volets :

l'assainissement urbain, l'éducation et la santé. Un budget de 18 milliards de F. CFA est alloué pour l'exécution de ce programme. A Yaoundé, le PSU a été lancé en novembre 1994, et 1 700 éboueurs travaillaient sur le terrain, encadrés par une vingtaine d'ONG.

5.- Ainsi en est-il du « Club des Volontaires de Mvog-Ada » créé à l'initiative du maire de Yaoundé V, dont les membres, âgés de 15 à 40 ans, payés 1 000 F. CFA/jour et plus tard 500 F. CFA, s'occupaient d'assainissement. Une autre association, la Sarkan Zoumountsi du quartier de la Briqueterie s'occupe non seulement des problèmes du cadre de vie, mais aussi du volet social (emploi, épargne, éducation des jeunes filles et des enfants).

Comptant 350 membres, elle compte parmi ses réalisations la réhabilitation de l'école franco-arabe, le désherbage des abords des rues, l'évacuation des ordures ménagères, l'organisation de l'épargne-crédit, etc. On peut également citer à Dakar, l'association SET-METAL qui, à la suite des inondations destructrices de septembre 1990, rassembla des milliers de jeunes pour nettoyer et embellir la ville.

6.- Une loi de décembre 1990 sur la liberté des associations au Cameroun a favorisé l'expansion des activités des associations d'intérêt collectif dans la ville.

7.- En témoignage, cette déclaration révélatrice d'un habitant du quartier en 1999 : « Etre pauvre, dans ce quartier ? C'est être comme le quartier lui-même, privé de tout, même du minimum de sécurité (...) pas de voies d'accès à nos taudis ; si bien qu'en temps de pluie, il faut prévoir plusieurs paires de chaussures pour sortir du quartier (...). Si nous nous résignons à rester là, c'est faute de mieux. Les quartiers Basto, Santa Barbara (quartiers chics de Yaoundé) ne sont pas à notre portée (...). L'argent est rare. Plus de la moitié des gens se lèvent ici chaque matin sans savoir s'ils trouveront le petit boulot ou s'ils auront la chance de se procurer les 300 FCFA qui leur permettront de survivre. Tandis que certaines dépenses sont incompressibles, qu'il faut aussi parer aux imprévus coûteux (naissances, mariages, décès), et qu'enfin, il faut boire de la bière pour oublier... ».

RÉSUMÉS

Depuis une décennie, les associations volontaires civiles d'intérêt collectif s'emploient à améliorer le cadre de vie dans le quartier Nkolndongo à Yaoundé. A ce jour, grâce à l'action de ces associations, certains problèmes communautaires ont trouvé des solutions, mais de multiples insuffisances limitent encore leurs réalisations sur le terrain. Les principaux acteurs des associations volontaires civiles opérant dans le quartier sont surtout des jeunes, issus des couches sociales pauvres. La participation des populations aux activités des associations y demeure mitigée. Mais avec la multiplication des associations d'intérêt collectif, il se forme petit à petit chez les citoyens une nouvelle conscience, source d'espoir et d'une dynamique sociale nouvelle et prometteuse pour l'aménagement local urbain participatif. Pour qu'elles réussissent à améliorer le cadre de vie au quartier Nkolndongo, les associations d'intérêt collectif devront compter sur le soutien et la participation des populations et des autres partenaires sociaux comme les pouvoirs publics, les ONG d'appui technique et de financement, les Eglises, etc. Dans

ces conditions, elles pourront mieux assurer l'éducation, la conscientisation et la responsabilisation accrue des résidents sur les problèmes du cadre de vie, la maintenance et l'entretien des équipements existants, la restructuration souple et progressive du quartier avec de fortes implication et participation des populations bénéficiaires.

Concerted planning and improvement of the urban environment in Nkolndongo (Yaoundé).

For about ten years, civil voluntary associations have been trying to improve the environment in the Nkolndongo district in Yaoundé. Some of the community issues have been addressed by these associations, but numerous obstacles still hinder their fieldwork. Most of their members are poor young people. The people's involvement is still limited. But with the increasing number of collective interest associations, urban dwellers are developing a growing social awareness, which will hopefully lead to new and promising social dynamics for concerted urban planning. In order to succeed in improving the environment in the Nkolndongo district, collective interest associations have to rely on the support and participation of the population and of other potential partners such as the authorities, NGOs for technical and financial support, churches, etc. With that help, they will be able to give people a better education and sense of responsibility, which will lead them to address issues like the maintenance of the existing equipment, and the progressive and flexible reorganization of the area.

INDEX

Mots-clés : aménagement urbain participatif, association volontaire civile d'intérêt collectif, cadre de vie, Cameroun, dégradation de l'environnement, facteurs sociaux, qualité de vie, société civile, Yaoundé

Keywords : Cameroon, civil society, civil voluntary associations of collective interest, damage to the environment, environment, quality of life, social actors, urban concerted planning

AUTEUR

PAUL BLAISE MABOU

Doctorant, Université de Yaoundé I, Département Géographie